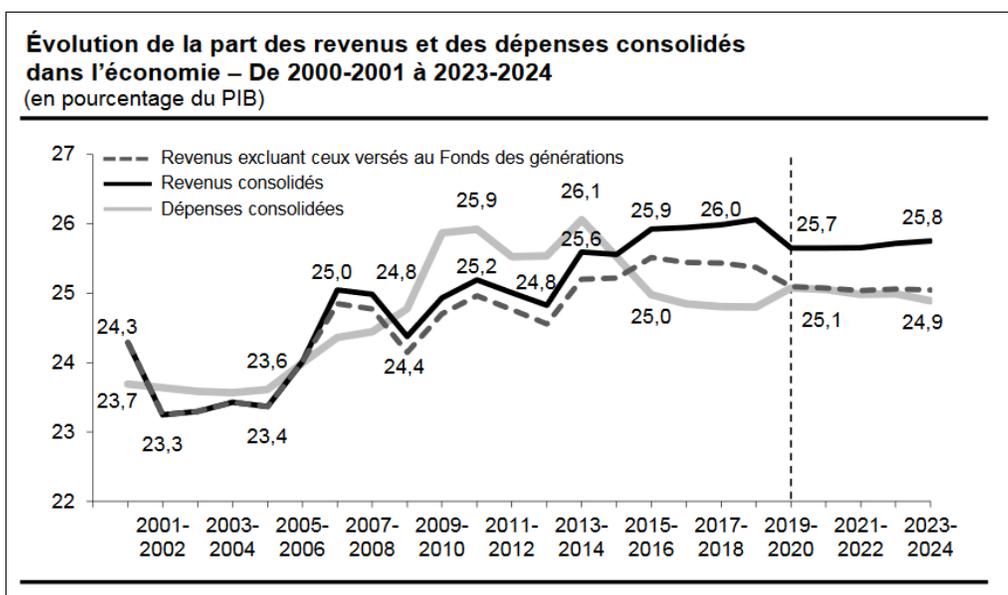


Saison des budgets, hijab, luttes du taxi et d'ABI, campagne climat Solidaire Les gouvernements Libéral et de la CAQ, des gouvernements centristes !!!

Éditoriaux et chroniques n'en ont que pour le « centrisme » des budgets fédéral et québécois. Évidemment on est toujours au centre ou à gauche par rapport à plus à droite que soi. En ce qui concerne les Conservateurs fédéraux, ils ont beau gueuler contre le petit déficit des Libéraux, il n'est pas si certain qu'en cette année pré-électorale ils auraient osé le supprimer étant donné leur défaite cuisante aux dernières élections suite à cette rigide politique néolibérale... imitée, croyez-le ou non, par le NPD qui en a chèrement payé le prix, laissant les seuls Libéraux à « gauche », et qui n'arrive toujours pas à s'en départager car lesté par un gouvernement NPD albertain résolument pro-pétrole et un gouvernement NPD britanico-colombien anti-oléoduc mais pro-gazoduc. Quant à la CAQ, on ne peut que la comparer à un parti fantôme à sa droite. Mais est-ce vraiment le cas que ces budgets soient si généreux ? Et reste à examiner l'ensemble de l'œuvre car les budgets voguent sur une mer où souffle une bise carrément à droite. Au Québec, l'unilatérale campagne climat de Québec solidaire, lestée d'un Plan de transition capitaliste vert et d'un embrigadement verticaliste de la jeunesse, risque de lui faire rater le crucial rendez-vous avec le Front commun. Heureusement, grâce à sa militance allant à contre-courant, le parti a évité un vote de compromission avec le racisme, sauvant l'intégrité du programme.

Le remboursement de la dette reste le prétexte pour réduire les dépenses mesurées en fonction du PIB

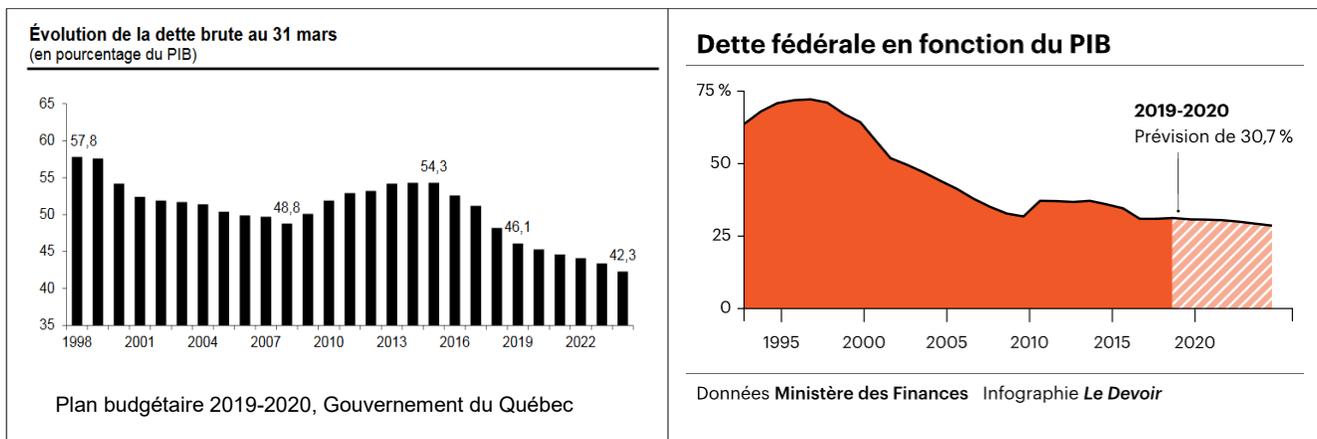
Les « dépenses consolidées » (dépenses totales incluant les organismes hors ministères et le service de la dette) du gouvernement du Québec en 2019-20 ont décliné de un point de pourcentage par rapport au PIB, ou de 4%, depuis leur sommet de 2013-2014 précédant les profondes coupes des Libéraux du gouvernement Couillard. On peut toujours plaider que ce sommet de 2013-14 réagissait à retardement à la crise de 2007-2008 mais ce dernier était moins élevé que le sommet de 1992-93 qui réagissait à la crise de 1990-91¹. À l'inverse, on peut invoquer l'urgence climatique et celle démographique (le vieillissement de la population) qui causent une crise structurelle. On constate d'ailleurs que la priorité budgétaire de la CAQ demeure la diminution du ratio de la dette bien avant la crise des services publics et encore plus celle civilisationnelle du XXI^e siècle. C'est à ce point « que le Québec [atteindra] son objectif de réduction de sa dette brute à 45 % de son PIB dès l'an prochain, soit cinq ans avant l'échéance. »²



Plan budgétaire 2019-2020, Gouvernement du Québec

1 Plan budgétaire 2001-02, section 3. Les concepts n'étant pas les mêmes, la comparaison est approximative. Grosso modo, la différence peut être nulle jusqu'à un peu moins de deux points de pourcentage.

2 Robert Dutrisac, [Les vertus de l'abondance \(éditorial\)](#), Le Devoir, 22/03/19



Ce n'est guère mieux du côté fédéral. « En 1966-1967, aux débuts de l'État-providence, les Canadiens acceptaient de consacrer une part de leur richesse collective à peu près équivalente à celle qu'ils investissent aujourd'hui pour soutenir le gouvernement fédéral. Les revenus fiscaux d'Ottawa représentaient alors 15,4 % du PIB et les dépenses, 14,3 %. Selon les documents budgétaires publiés mardi, les revenus fiscaux d'Ottawa représenteront entre 14,7 et 14,9 % du PIB au cours des cinq prochaines années. Et la part des charges de programmes ? Elle passera de 14,3 % du PIB en 2019-2020 à 13,8 % en 2023-2024. »³ Cette fois-ci, Québec et Ottawa ne peuvent pas prétexter la crise de la dette comme dans les années 1990 quand les gouvernements des Libéraux fédéraux et du Parti québécois l'ont invoqué pour charcuter à qui mieux mieux tout en se renvoyant la balle.

Double langage et fourberie des Libéraux fédéraux, en fait des Conservateurs honteux et cachottiers

Le saupoudrage pré-électoral d'Ottawa pour « classes moyennes » n'aboutit qu'à des demi-mesures déployées sur plusieurs années. Il ne compense pas les pertes des producteurs agricoles encadrés par des quotas ce qui affecte surtout le Québec. Il pousse sur le marché du travail les personnes âgées pauvres en augmentant leur possibilité de gains sans pénalité fiscale mais en n'augmentant pas leur revenu minimum garanti tout en se refusant à protéger les régimes de pensions des compagnies privées qui font banqueroute (Nortel, Sears) au moins en leur donnant la priorité dans la hiérarchie des créanciers. Toujours pour rééquilibrer le marché du travail au profit du patronat, il accroît quelque peu les subventions à la formation de la main d'œuvre. Il laisse tomber les locataires, relativement plus nombreux au Québec, en négligeant le logement social au profit du soutien non banal aux premiers acheteurs ce qui diminuera le risque des prêts hypothécaires, devenus le pain et le beurre des grandes banques, tout en contribuant à enfler la spéculation immobilière déjà un problème majeur.

Sous couvert de la création d'une agence des médicaments, il repousse aux calendes grecques leur gratuité ce qui vaudrait au demi-programme québécois une compensation. Il laisse tomber le programme pan-canadien de garderies publiques ce qui vaudrait aussi une compensation à Québec. Il subventionne l'accès Internet haute-vitesse, au profit des Telus, Rogers et Videotron, à une vitesse de tortue d'ici 2030 au lieu d'envisager un service public. Il subventionne le journalisme pour faire oublier son laxisme fiscal face au Netflix de ce monde. Il allonge la mise pour les autochtones afin de faire oublier le fiasco de l'enquête sur les meurtres et violences vis-à-vis les femmes autochtones, la saga de la ministre autochtone de la justice et surtout sa politique pro-pipeline allant jusqu'à la nationalisation à fort prix. *Last but not least*, il se traîne les pieds pour le financement du transport collectif, dont le tramway de Québec, tout en se joignant au gouvernement de la CAQ pour subventionner l'auto électrique qui relance la consommation de masse au profit des transnationales de l'automobile, des développeurs immobiliers et de l'industrie de la corruption tous friands d'étalement urbain.

Le budget fédéral 2019 paraît plus expansionniste, en termes de dollars courants, que par rapport au dernier budget de l'ère conservatrice lequel avait dégagé un surplus tellement ce gouvernement avait sabré dans les dépenses malgré plusieurs rabais fiscaux. Mais en réalité, il est en fait moins expansionniste que les trois précédents budgets des Libéraux :

Conçu pour relancer l'économie à la suite de la mini-récession de 2015, le budget de 2016 se voulait résolument

³ Manon Cornellier, [Les assises électorales](#) (éditorial), Le Devoir, 29/03/19

expansionniste et redistributif [...] l'économie a rebondi fin 2016, sauf dans le secteur pétrolier. Au cours des deux années suivantes, en 2017 et 2018, le gouvernement n'a pas levé le pied de l'accélérateur. Les revenus en forte progression, au rythme annuel moyen de 6,5 % alors que l'inflation oscille autour de 2,0 %, ont servi à accroître les dépenses de programmes de 5,5 % par an, le déficit budgétaire annuel demeurant sensiblement au même niveau. Aux prises avec une modération du rythme de croissance économique en 2019, le gouvernement a considérablement réduit la voilure cette année. La progression des charges de programme sera limitée à 1,8 %, en ligne avec une prévision d'augmentation des revenus du même ordre. Le tape-à-l'œil criard du discours budgétaire ne saurait masquer le coup de frein donné.⁴

Quel féminisme, quelle ouverture aux autochtones, quel libéralisme pro-migration et anti extrême-droite ?

Dans les mêmes temps, Ottawa s'enlise dans l'affaire SNC-Lavalin, firme d'ingénierie, fleuron de Québec Inc. comme l'est aussi Bombardier. Les deux entreprises sont soutenues par le gouvernement fédéral pour tirer le tapis sous les pieds du « séparatisme ». Voilà qu'une femme dirigeante autochtone et issue de l'Ouest, ministre de la justice, appuyée par une autre femme ministre de l'Ontario, résiste au Premier ministre qui veut accommoder la très corrompue entreprise baignant dans le pétrole et le nucléaire pour lui éviter une condamnation l'empêchant d'obtenir des contrats au Canada. L'exclusion de ces deux femmes du caucus fait définitivement tomber la façade féministe et pro-autochtone des Libéraux tout en mettant en évidence la question québécoise sous son plus mauvais jour pour la plus grande joie des « *Quebec bashers* ». (Québec Inc., pour tenter de se tailler une place dans le marché global des grands doit y mettre les bouchées doubles y compris pour la corruption, généralisée sous le capitalisme néolibéral.) Personne évidemment ni à Ottawa ni à Québec, pas même Québec solidaire, ne s'avise qu'une socialisation de l'entreprise à bon compte sauverait ces fameux emplois au Québec et au Canada quitte à ce que cette petite transnationale foute le camp à Londres comme elle le menace pour chapeauter ses autres affaires hors Canada.

Par rapport à la CAQ et aux Conservateurs fédéraux, les Libéraux passent pour... libéral en ce qui concerne l'immigration et les minorités racisées. À voir. Non seulement le Québec mais aussi Ottawa ratatine sa politique d'immigration. Les délais de traitement des dossiers s'allongent pour les personnes demandant un statut de réfugié tout comme le temps entre l'acceptation de ce statut le cas échéant et celui de résidence permanente. Pour tenter de diminuer les demandes potentiels, le taux de refus augmente pour les visas de visiteur concernant plusieurs pays dépendants à population racisée. Finalement, le Canada s'apprête, avec la connivence du gouvernement étasunien, à colmater la brèche des Chemin Roxham. Le gouvernement canadien « *discutait avec les élus américains de la possibilité de combler une faille dans l'accord frontalier entre les deux pays, ce qui pourrait priver les demandeurs d'asile d'un important motif pour entrer au Canada à travers champs et forêts.* »⁵ L'attentat terroriste islamophobe de Christchurch a mis en évidence à quel point le Canada se traînait les pieds pour le contrôle des armes à feu par rapport à la Nouvelle-Zélande et à l'Australie⁶ pourtant deux pays sociologiquement et politiquement semblables au Canada... moins la question nationale québécoise.

La méthode en catimini du gouvernement canadien n'a pas la flamboyance médiatique de celle du gouvernement québécois. Le premier veut cacher ses manquements au libéralisme qui le définit tandis que le second cherche à affirmer son nationalisme identitaire autour duquel il veut rassembler les « de souche » contre le prétendu danger cosmopolite menaçant l'existence de la nation. Il n'en reste pas moins que le libéralisme de l'un cautionne le « libre marché » sous contrôle d'une poignée de transnationales, ce qui ne l'empêche pas d'hypocritement défendre le nationalisme canadien, tandis que le nationalisme de l'opprimé de l'autre cherche à soutenir un Québec Inc. gagnant inséré dans le « libre » marché global, ce qui ne l'empêche pas de s'opposer aux politiques discriminatoires d'Ottawa contre le Québec en autant qu'elles nuisent à Québec Inc.. Et il ne faut pas oublier que le gouvernement ontarien, envers de la médaille du gouvernement fédéral comme le sera sans doute très bientôt le gouvernement albertain qui sera gouverné par un Parti ultra conservateur, tend plus vers le trumpisme que celui québécois. En fin de mandat, les Libéraux apparaissent de plus en plus comme des Conservateurs honteux et cachottiers.

Surplus budgétaire et politique raciste se combinent pour préserver l'austérité et préparer la revanche

Le gouvernement de la CAQ, suite à une conjoncture au sommet de cycle économique qui arrive au bout du

⁴ Pierre Beaulne, [Fédéral: la stratégie budgétaire libérale en perspective](#), Le Devoir, 27/03/19

⁵ Presse canadienne, [Ottawa veut endiguer l'arrivée irrégulière de migrants à la frontière américaine](#), Radio-Canada, 15/03/19

⁶ Nathalie Provost, Boufeldja Benabdallah, Heidi Rathjen, [Christchurch: le manque d'action du gouvernement Trudeau mis en lumière](#), [Le Devoir](#), 25/03/19

rouleau, et de legs des profondes coupes du précédent gouvernement des Libéraux québécois, nage dans les surplus. Il a bien été obligé, pour ne pas se discréditer et d'en traîner le boulet jusqu'aux prochaines élections, de continuer la politique opportuniste dite de réinvestissement du dernier budget du dernier gouvernement dans la santé et l'éducation. Cette politique n'est qu'en fait le rétablissement du taux de croissance de ces dépenses pour couvrir les coûts du système sans aucunement compenser les coupes Couillard depuis 2014 ni même celles du PQ de Bouchard, alias déficit zéro corroboré par les directions syndicales, dans les années 1990. S'il y a malgré tout de nouvelles dépenses c'est aux dépens des salaires et conditions de travail du personnel des services publics ce qui pose le problème du recrutement et de rétention dans le contexte de pénurie de main d'œuvre.

Cette pénurie s'explique par à une conjoncture de prospérité toute néolibérale qui ne concerne que le haut de la pyramide sociale, et par le déséquilibre démographique combinant la sortie du marché du travail par la bulle des baby-boomers de la Deuxième guerre mondiale et un taux de fécondité en bas du taux de reproduction. Le premier facteur est un héritage des rivalités inter-impérialistes guerrières d'autrefois et le deuxième un résultat de l'âpre compétitivité sur le marché global d'aujourd'hui. La pingrerie néolibérale refuse de socialiser au niveau requis la prise en charge sociale des enfants pour accommoder la participation des femmes au marché du travail voulue à la fois par le capital strictement patronal pour y accentuer la compétition de tous contre toutes, et par les femmes pour se libérer de l'esclavage domestique, ce qui résulte en la double journée de travail qui incite à la baisse du taux de fécondité.

Pour empirer ces facteurs conjoncturel et structurel s'en mêlent la politique migratoire et les coupes néolibérales depuis plus d'une génération. Ces dernières ont coupé court à la formation continue de la force de travail, quand ce n'était pas à celle de base, et encore plus au rattrapage des séquelles de l'époque de la Grande noirceur, ce dont a résulté un fort taux d'analphabétisme fonctionnel et un bas niveau de culture citoyenne rendant apte à contrer les manipulations du consentement manufacturé de l'opinion publique. Le présent budget continue dans la même veine en soutenant les PME par un rabais fiscal plutôt que de les obliger à payer le salaire de leur personnel voulant parfaire leur éducation et de subventions équivalentes aux personnes sans travail.

Côté politique migratoire, afin de blâmer les peuples et minorités racisés pour les souffrances populaires, et non le capitalisme transnationalisé et financiarisé, le gouvernement de la CAQ les stigmatise tout en restreignant leur immigration en coupant les quotas de 20% et en jetant au panier des dossiers en attente ce qui s'oppose paradoxalement au besoin de force de travail bon marché et souvent bien formée du capital strictement patronal. Mais la CAQ les rassure en voulant hausser l'admission de travailleurs temporaires, encore plus facilement exploitable, et promet de rétablir les quotas d'immigration à court terme. Cette stigmatisation, sous forme d'une loi interdisant le port du voile et autres signes religieux à une partie du personnel de l'État dont celui enseignant, soutenue par la restriction de l'immigration, est au cœur de la politique de la CAQ. C'est elle qui maintenant prend la vedette médiatique une fois le budget digéré.

Un budget qui met la table pour le Front commun à la manière piégée de la CAQ

Cette politique de division sur fond de pénurie de main d'œuvre met la table pour ce qui s'annonce en 2020 comme le paroxysme du mandat de la CAQ, soit la grande négociation du secteur public concernant près de 20% de la force de travail du Québec, dont une bonne partie, depuis celui historique de 1972, en Front commun à géométrie et force variables. Sauf erreur, un tel rassemblement, acquis d'un grand soulèvement quasi pré-révolutionnaire (voir annexe), est une rareté mondiale. Les deux derniers de 2010 et 2015 n'ont pas été des succès, plutôt des défaites présidant à des reculs d'effectifs, de ratios et de pouvoir d'achat, mais sans être des fiascos. N'empêche que le dernier a laissé un goût amer quand les bureaucraties syndicales se sont hâtées de signer une entente à rabais avant que ne soit déclenché la grève de trois jours de tout le Front commun votée en bonne et due forme. Les coupes des Libéraux ayant envenimé la situation, le gouvernement de la CAQ a concocté un budget pour pouvoir accuser l'éventuel Front commun de remettre en question le sacro-saint équilibre budgétaire, cadeau empoisonné néolibéral légué par le PQ, restauré par les Libéraux suite à la crise de 2007-08 et dorénavant sacralisé par la CAQ.

Le respect de cet héritage maudit, pour répondre aux revendications du Front commun, obligerait à remettre en question les quelques modestes nouvelles dépenses du budget, en particulier pour les personnes âgées (lits supplémentaires en résidences pour soins de longue durée, maisons d'aînés, plus de soins à domicile). La compassion pour les personnes âgées pourrait ainsi dresser la population contre le Front commun si encore une fois la bureaucratie syndicale manœuvrait pour faire des échelles de salaires le point clef de la négociation et

non pas la quantité et la qualité des services publics, par le biais des conditions de travail, par exemple une panoplie de ratios, le relèvement forfaitaire des bas salaires, comme en 1972, et la maximisation du travail plein temps toute l'année pour en finir avec la précarité.

Le budget (et la mise à jour économique de l'automne dernier) de la CAQ aligne aussi un large éventail de rabais fiscaux et tarifaires pour tout et chacune surtout les familles mais aussi les gens âgés, les contribuables les plus riches et les plus pauvres, surtout les femmes (relèvement partiel de l'allocation familiale, la parité des allocations familiales pour les premiers enfants et pour les suivants, l'abolition de la contribution additionnelle pour les services de garde, un crédit d'impôt pour les aînés qui continuent de travailler après 60 ans, l'uniformisation des taxes scolaires, l'augmentation de la part des pensions alimentaires pour enfant qui ne sera pas déduite des prestations d'aide sociale ou des bourses aux étudiants). Ces petits cadeaux ont la vertu de soutenir les marchés au lieu de raffermir les services publics. Et comme plusieurs d'entre eux sont étalés dans le temps, ils peuvent être retirés si le Front commun est soi-disant trop gourmand.

Des infrastructures souvent inutiles enrichissant la Finance et construits par l'industrie de la corruption

Il y aura une hausse significative de la construction d'infrastructures dont la principale est destinée à d'inutiles pré-maternelles quatre ans qui cannibaliseront les centres de la petite enfance publics en mal de financement mais trop autonomes et contestataires pour la CAQ en plus de faire honte à ceux privés au niveau de la qualité. D'autres sont la reconstruction d'infrastructures autoroutières majeures en fin de vie refaits presque à l'identique, plus quelques bouts d'autoroutes nouvelles, au lieu de leur substituer de nouvelles infrastructures axées sur le transport en commun... mais pour cela il faudrait une stratégie d'étouffement de l'auto solo, y compris hydroélectriques, ce que même Québec solidaire ne veut pas. Il y en a aussi pour la construction de logis sociaux mais seulement en rattrapage sans rien ajouté de nouveau et sans en faire des modèles d'économie d'énergie car il faut serrer la vis aux pauvres tout en ne nuisant pas au marché privé.

Ces investissements trébuchants et sonnants, financés hors budget dans lequel ils sont graduellement inclus par l'amortissement contrairement aux investissements en salaires pour les services, immédiatement intégrés, dont pourtant les effets bénéfiques à long terme sont les mêmes, s'avèrent le pain et le beurre de l'industrie de la « corruption » et donnent lieu à de lucratifs prêts sans risque par le capital financier. Ces infrastructures, on peut en être certain, ne seront pas mis dans la balance du Front commun. Ils seront même mis en épingle quand la bise de la récession, bientôt sans doute car les signes avant-coureurs s'amoncellent, refroidira la croissance économique... car, souvenons-nous, ces investissements dans les infrastructures ne sont pas des dépenses budgétaires remettant en question le déficit zéro créé et mis au monde par le PQ de Lucien Bouchard adulé par le nouveau ministre des Finances. Ce tour de passe-passe comptable s'applique aussi aux « placements », donc pas des dépenses, d'Investissement-Québec pour les petits amis, dont le capital est augmenté de 20% et à quoi il faut ajouter la même somme pour le maintien des sièges sociaux au Québec et pour le soutien aux entreprises stratégiques.

Si les infrastructures et les placements ont de beaux jours devant eux, il n'en est pas de même de la croissance des dépenses budgétaires, en réalité des investissements sociaux. Anticipant le prétexte de la crise et les yeux fixés sur les cotes de crédit de la Finance, fonctions du déficit et de la dette, « *[a]ussi bien en santé qu'en éducation, le ministre prévoit déjà [que le rythme d'augmentation des dépenses] sera nettement moindre à compter de 2020-2021.* »⁷ Pour bien enfoncer le clou, le ministre des Finances « *a déclaré qu'il y a encore beaucoup à faire pour "améliorer la gestion" de l'État et pour donner des "services plus efficaces". Il a ajouté : "On ne doit pas accepter comme une fatalité que notre population soit la plus lourdement taxée en Amérique du Nord" [...]. L'expérience enseigne que le vertueux jargon du Conseil du trésor se traduit généralement par des compressions budgétaires* »⁸ Front commun et peuple québécois, tenez bien votre tuque !

La lutte du taxi, un test grandeur nature pour galvaniser la population contre le prolétariat racisé

Il n'est d'ailleurs pas nécessaire d'attendre en 2020 pour connaître la position du gouvernement de la CAQ vis-à-vis le prolétariat qui résiste. Le budget ne prévoit rien pour la rémunération des personnes étudiantes stagiaires, en plein mouvement gréviste, dont les stages dans le secteur public, surtout des femmes, sont la plupart du

⁷ Michel David, [Le pays de cocagne](#), Le Devoir, 22/03/19

⁸ Michel David, [La vraie nature de la CAQ](#), Le Devoir, 23/03/19

temps sans compensation et sans protection c'est-à-dire sans reconnaissance de leur statut de participation au marché du travail. Les multinationales Rio Tinto-ALCAN et ALCOA, après plus d'un an de lock-out, ont humilié leurs travailleurs en leur faisant une pire offre que celle initiale. La CAQ, après avoir joué la conciliation, blâme le syndicat et refuse d'activer le seul levier pouvant modifier le rapport de forces soit la clause d'approvisionnement en hydroélectricité très bon marché dispensant le consortium énergivore de payer son dû en cas de lock-out réputée une « force majeure »... auto-infligée, entraînant des pertes de plus de cent millions \$ pour Hydro-Québec.

Et voici que la CAQ, sans prévenir, abolit d'un seul coup l'industrie du taxi à quelques lambeaux près au profit des plate-forme peu réglementées à la Uber en annulant la répartition territoriale, les permis de chauffeur spéciaux et surtout les contingentés permis de propriétaire qui, faisant l'objet d'un marché secondaire, tenaient lieu de plan de retraite des chauffeurs-propriétaires. Le désespoir est tel chez ses chauffeurs, en majorité racisés, que leur regroupement a dû pour un moment arrêter ses moyens de pression suite à une tentative de suicide sur un plateau de télévision.

C'est ce dernier conflit dramatique qui met à nu la substantifique moelle de la stratégie diviseuse du gouvernement de la CAQ. Promu par la CAQ, le libre marché, dominé par quelques transnationales ce qui contredit la soi-disant liberté de ce marché, affronte dans une première manche de réchauffement le prolétariat racisé dans ce cas-ci organisé mais en dehors du syndicalisme. C'est dans ce contexte que la CAQ jette le pavé dans la mare en présentant sa loi supposément sur la laïcité dont le but est de provoquer une montée d'urticaire raciste chez le peuple québécois. La CAQ veut tester la force du racisme et de la xénophobie attisée par sa loi dite de la laïcité, en réalité islamophobe, anti-femme et anti-travailleuse. Le test sera de voir jusqu'à quel point le peuple québécois appuiera ou laissera tomber les désespérés chauffeurs de taxi. Si la CAQ réussit son coup, elle utilisera d'autant plus le racisme contre le Front commun qui comporte une forte proportion de travailleuses racisées particulièrement chez les bas salariées. On les accusera, par des demandes salariales exagérées, de remettre en danger la panoplie de rabais fiscaux et tarifaires du dernier budget et même les quelques améliorations marginales dans les systèmes de santé et d'éducation.

Une lutte climatique pro-pétrole, pro-gaz, pro-auto solo électrique, pro-taxe régressive... pro-entreprise

Qu'en est-il de la lutte climatique ? Le budget fédéral ne change rien au parti-pris pétrole bitumineux d'Ottawa renforcé par la nationalisation d'un oléoduc désenclavant le pétrole albertain vers la côte ouest et dont la capacité sera presque triplée, projet qu'avait abandonné l'entreprise étasunienne devant la résistance de la population de la Colombie britannique dont surtout son importante composante autochtone que le gouvernement fédéral devra reconsulter suite au jugement en ce sens des tribunaux canadiens. On se dit que cet investissement de 15 à 20 G\$ à terme aurait pu être alloué au transport collectif... tout comme la nouvelle subvention à l'auto solo électrique. Quant à la taxe carbone imposée aux provinces qui n'ont pas leur propre marché ou taxe carbone dont l'Ontario, elle est entière pour les ménages quoique de bas niveau mais ne s'applique qu'à 30% des émanations des entreprises et encore moins pour certaines des plus polluantes, compétitivité oblige. On appelle ça une taxe socialement régressive qui ne fait qu'égratigner les émanations de GES, et dont les gilets jaunes français ont parfaitement raison de répudier l'équivalent.

Le budget québécois ne vaut guère mieux tant la CAQ et l'écologie c'est comme le feu et l'eau bien qu'elle essaie de se rattraper lors et depuis la présentation du budget en s'engageant à « *prendre des mesures* », « *augmenter* », « *réduire* » ceci ou cela sans cible ni échéancier ni budget. Peut-être cette transparence vaut-elle mieux que l'hypocrisie bling-bling des Libéraux fédéraux ? La CAQ fait des pieds et des mains pour favoriser le projet de gazoduc et terminal Abitibi-Saguenay destiné à l'exportation vers l'Europe et l'Asie. Ce projet causerait une importante augmentation du trafic maritime qui va menacer la survie déjà mal en point des bélugas du St-Laurent. La CAQ considère le gaz naturel comme un combustible de transition, ce que n'est définitivement pas celui de ce projet issu du fracking. (On peut d'ailleurs se demander si le « *gaz naturel renouvelable* » promu à la fois par le Plan de transition Solidaire et par le monopole Énergir, lequel gaz issu du dégradation des matières organiques des déchets domestiques, agricoles et industriels, est renouvelable tant cette « valorisation » productrice de GES se substitue à un écologique retour au sol de ces matières organiques.) Il n'en reste pas moins que la nécessité de l'« acceptation sociale », concept nébuleux et manipulable à souhait, et l'appréhension de la résistance autochtone ont contraint la CAQ à accepté un examen environnemental mais tronqué en deux sous-projets.

Contrairement à l'oléoduc fédéral de l'Ouest, le gazoduc québécois n'a aucune incidence budgétaire. Il n'en

reste pas moins que les quatorze milliards \$ d'investissements privés de ce projet pourraient être dirigés vers le transport collectif et tutti quanti. Il y faudrait une prise en charge publique de l'épargne nationale par un Québec « *indépendantisme de gauche, vert et antiraciste* » comme le dit la députée de Taschereau qui ajoute pertinamment que le problème c'est le capitalisme pas les musulmans. Les mesures dite environnementales du budget favorisent la relance de la consommation de masse basée sur l'auto solo et le soutien aux entreprises. La CAQ, comme les Libéraux, le PQ, et même les Solidaires qui ne se vantent cependant pas de ce point de leur Plan de transition, prolonge la subvention aux autos solos électriques du précédent gouvernement qui envenime congestion et étalement urbains tout en soutenant indirectement les transnationales de l'automobile. « *Le plan budgétaire prévoit [...] "accompagner les entreprises dans leur transition énergétique"* » dont la majorité ira aux « *grandes entreprises industrielles* » mais « *le gouvernement limite le financement des mesures d'adaptation aux changements climatiques* »⁹. La CAQ en bon parti pro-entreprise ne les oblige pas, en particulier les grandes, à adopter un comportement écologique qui souvent leur serait rentable puisqu'il réduirait leurs coûts énergétiques. Il est étonnant que dans son Plan de transition Québec solidaire suive le même chemin en « *collabora[nt] avec l'industrie du camionnage* » pour des chaînes logistiques et des autoroutes électriques.

Québec solidaire se tait sur l'austérité, hors champ de sa lutte climatique, tout en tendant la main à la CAQ

Québec solidaire a critiqué les budgets fédéral et national uniquement par rapport à leurs mesures portant sur la question climatique, sans dire un seul mot à propos de l'austérité des services publics et des programmes sociaux ni sur d'autres sujets. Il leur oppose son Plan de transition porté par son plan d'action d'Ultimatum 2020. Ce Plan ignore totalement la lutte contre l'austérité, et par là ne prépare aucunement la lutte cruciale du Front commun au cœur de la stratégie de la CAQ. Il biaise l'alternative du transport en commun en la subordonnant à la subvention aux autos solos électriques auxquelles il ne s'oppose pas et en ignorant les banlieues et les régions au bénéfice des villes-centres et de leur périphérie immédiate pour ce qui est du transport collectif.

Il soutient l'entreprise privée au lieu de la contraindre, particulièrement dans le domaine du transport des marchandises peu sollicité par le Plan alors que ce transport est au cœur du problème des GES au Québec, sans compter son parti-pris pour l'extractivisme minier et la « valorisation » énergétique des résidus¹⁰. On peut présumer que c'est ce Plan de transition qu'Ultimatum 2020 attend de la part du gouvernement de la CAQ d'ici octobre 2020 sinon le parti le menace d'indéfinites « *barrage parlementaire* » et « *barrage populaire* » qui seront précédés de pression populaire tels ces dix assemblées publiques d'ici l'été et d'autres actions non précisées dans l'année suivante.

Même par rapport au Plan de transition capitaliste vert, on peut avoir un malaise à propos de certaines revendications immédiates. La principale demande pré-budgétaire de Québec solidaire d'« *[a]ugmenter de 9 milliards \$ les investissements prévus au Plan québécois des infrastructures (PQI) en transport collectif pour atteindre un ratio 1:1 entre le financement dédié aux infrastructures routières et aux infrastructures de mobilité durable* » était reprise de la très modérée alliance Transit dont le noyau sont les grandes organisations environnementales nationales et les conseils centraux montréalais de la FTQ et de la CSN.

Cette revendication n'est même pas à la hauteur de ce que fait l'Ontario avec lequel on veut se comparer comme si c'était un modèle à suivre¹¹. Comment réagirait la direction Solidaire si la CAQ en venait à s'ajuster au ratio 1:1 comme il s'y est engagé post-budget¹²? Pour combler la mesure, la première des trois grandes revendications d'Ultimatum 2020 réclame d'« *[i]nterdire tout projet d'exploitation ou d'exploration pétrolière ou gazière sur le territoire du Québec* » laissant dans le noir le transit par pipelines et autres trains de la mort. Pourtant le dossier de l'heure est la construction du gazoduc Abitibi-Saguenay. Qu'est ce à dire ? Officiellement, le parti a certes critiqué le projet pour lequel il « *a exprimé de vives inquiétudes* » et exigé un « *test climat* » mais sans s'y opposer.¹³

9 Alexandre Shields, [Québec promet d'accélérer les réductions de GES](#), Le Devoir, 22/03/19

10 Marc Bonhomme, [Québec : des dizaines de milliers de jeunes à la manifestation climat de Montréal](#), ESSF, 18/03/19. De la critique du Plan de transition Solidaire, cet article dégage l'alternative du éco-féministe et éco-autochtone « prendre soin » des gens et de la terre-mère.

11 Transit, [Budget 2019-20 du gouvernement Legault : Vers un rééquilibrage des investissements pour une mobilité plus durable?](#), 14/03/19. Le ratio ontarien est de 3:1 en faveur du transport collectif et non pas 1:1 comme réclamé par Transit et Québec solidaire.

12 Transit, [Réactions au budget Legault 2019-2020 : Le gouvernement réitère son engagement d'atteindre une répartition de 50-50 au PQI pour le transport collectif et le réseau routier](#), 26/03/19

13 Québec solidaire, [Projet de gazoduc entre Rouyn-Noranda et Saguenay - Québec solidaire réclame un « test climat »](#), 16/11/18

Québec solidaire sur la pente de la tentation État-providence nationaliste

L'orientation Ultimatum 2020 de type parti-mouvement à la mode de La France insoumise, mais sans référence à l'écosocialisme que prône ce parti, risque d'aller dans le mur tant pour le côté parti électoral que pour celui parti-mouvement. Le mouvement français des Gilets jaunes a démarré par le rejet d'une taxation supplémentaire sur les carburants dans la lignée du marché du carbone au coeur du financement fiscal du Plan de transition Solidaire. Ce mode régressif de financement va finir par être connu dans les banlieues et régions courtisées par les Solidaires d'autant plus que près de la moitié des dépenses de ce Plan est consacré au transport collectif largement au bénéfice des centre-villes et de leur immédiate périphérie. Pour faire déborder le vase, le Plan solidaire prévoit des péages sur les ponts quand le transport collectif sera à un niveau suffisant après 2025, sauf que banlieues et régions sont oubliées. Une fois sur sa lancée, le mouvement des Gilets jaunes n'a pas apprécié le raccolage de la France insoumise, en plus rejetée par la France de l'ordre, le tout se traduisant par une importante baisse des intentions de vote. Qu'en sera-t-il de cette jeunesse mobilisée en grande pour le climat, et chez qui Québec solidaire est le parti le plus populaire, à la recherche d'un plan de transition crédible que n'est pas le Plan solidaire tout pétri de capitalisme vert ?

Quant à l'aspect mouvement, il risque d'arriver aux Solidaires ce qui est en train de se produire pour le mouvement allemand Aufstehen (Debout !) mis sur pied par la porte-parole la plus populaire du Parti de gauche mais en rupture de ban avec lui¹⁴. Réagissant à la relative stagnation du vote pour le son parti, elle a fondé il y a six mois ce mouvement faisant cohabiter en son sein État-providence et nationalisme qui récuse la politique des frontières ouvertes du Parti de gauche (mais non appliquée là où ce parti participe au gouvernement d'une province allemande) et dont la stratégie électorale est d'unir la gauche tous azimuts y compris le néolibéral Parti social-démocrate. Mais depuis que ce mouvement a refusé d'appuyer la grande manifestation anti-raciste de 250 000 personnes à Berlin en octobre passé, Aufstehen n'a cessé de pérécliter malgré un départ en coup de canon, ce qui a entraîné récemment la démission de sa pasionaria.

Ce 24 mars à Montréal, pour la troisième années consécutive, s'est tenue une modeste manifestation anti-raciste¹⁵ sous l'égide d'une soixantaine d'organisations dont la Fédération des femmes du Québec et Femmes autochtones du Québec. Elle fut à peine recensée par les grands médias. Québec solidaire n'a ni appelé à cette manifestation ni y a participé sauf pour certains membres à titre individuel. Cette année, elle était principalement dirigé contre les politiques dite de signes religieux et immigratoire du gouvernement de la CAQ. Mais Québec solidaire a été critiqué au passage par la porte-parole des Chinois-e-s progressistes du Québec, une des organisatrices de la manifestation, pour les propos sinophobes d'une de ses députés suivi d'une mise au point faisant davantage le procès des critiques du parti¹⁶.

Imaginons maintenant que suite à la percée électorale de l'automne dernier elle-même faisant suite à une lente progression du vote depuis douze ans, les intentions de vote du parti se mettent à stagner, ce qui est actuellement le cas. Imaginons que la législation raciste caquiste suscite une mobilisation anti-raciste, ce qu'il faudrait, mais où la composante anglo-québécoise appuyée par le Canada anglais prend les devants mêlant dans son argumentation le bon grain et l'ivraie, ce qui semble s'avérer. Québec solidaire se laisserait-il tenter par une orientation État-providence nationaliste ? Déjà, en ce qui concerne la loi sur les signes religieux que la CAQ veut faire adopter d'ici juin quitte à utiliser le bâillon, « *Manon Massé [porte-parole femme du parti] a indiqué que ce ne sera pas une priorité pour son parti au cours des prochaines semaines.* »¹⁷

La militance Solidaire sauve la mise... mais la direction évacue l'essentiel argument anti-raciste

À contresens, heureusement, la base du parti, dont plus trois cent membres réunis en conseil national à la fin mars, a modifié la position du parti sur le port des signes religieux, dont le voile islamique était l'item monté en épingle. Le conseil national a récusé la décision prise par la direction du parti en 2013 dans le sillage d'une des recommandations du rapport Bouchard-Taylor, qui interdisait le port des signes religieux pour un petit nombre de personnes en autorité particulièrement celles portant un uniforme. Cette décision avait été prise à l'encontre du programme mais sans grande protestation de la base. Le conseil national, suite à d'intenses discussions dans

14 Wlodek Flakin, [Germany: "Aufstehen" Sits Back Down](#), Left Voice par ESSF, 27/03/19

15 Album de photos à <https://1drv.ms/a/s!Aj4UXfoRjr1Th0Eila5HnActFXPk>. De 1000 à 2000 personnes ont participé à la manifestation.

16 Marc Bonhomme, [Une manifestation sino-québécoise en réponse aux propos d'une députée Québec solidaire – De quel nationalisme nous revendiquons-nous ?](#), ESSF, 4/03/19

17 Michel David, [Le psychodrame du bâillon](#), Le Devoir, 6/04/19

les associations locales, est revenu à l'esprit du programme faisant une distinction nette entre la laïcité de l'État et la liberté d'expression des personnes, et prônant le rejet de toute forme de racisme. De plus, au grand dam des nationalistes identitaires, cette décision a été prise à 90% sans foire d'empoigne et unissant les délégations du grand Montréal et des régions. Comme à propos de l'alliance avec le PQ par trois fois rejetée par la militance, la base Solidaire a su éviter un fatidique dérapage poussé par l'éternelle tentation du centrisme électoraliste.

Il y a toutefois des ombres au tableau. D'abord les porte-parole et la députation ne sont pas intervenus dans le débat sur le plancher du conseil national et plusieurs non plus dans le débat public dont les deux porte-parole. Ceux et celles qui l'ont fait étaient divisés. De plus le communiqué de presse du parti suivant la décision du congrès¹⁸, et les interventions publiques des porte-parole, invoquaient d'abord l'emploi, question marginale en ce qui concernait le choix Solidaire même si elle l'est moins par rapport à la loi de la CAQ qui touche aussi le monde de l'enseignement aux droits acquis près. Communiqué et interventions se réfèrent à-propos à la laïcité qui est une affaire d'État et non des individus tout en faisant remarquer qu'une laïcité conséquente, que prétend défendre la CAQ — elle a pris soin à la dernière minute de faire voter à l'unanimité de l'assemblée nationale la disparition du crucifix « patrimonial » ce à quoi elle s'était toujours opposée — supprimerait les généreuses subventions aux écoles privées religieuses dont la majorité est catholique. (Un laïcisme conséquent exigerait aussi une enquête publique sur la pédophilie de l'Église catholique, comme certains états étasuniens l'ont fait, au lieu de la laisser faire sa propre enquête interne sous l'égide d'une juge à la retraite complaisante.)

Toutefois, communiqué et interventions publiques demeurent motus et bouches cousues à propos du racisme dont surtout l'islamophobie qui est au cœur de toute l'affaire. La direction du parti ne veut pas admettre que le compromis Bouchard-Taylor, renié après coup par Taylor, était devenu un compromis face aux pressions de la droite extrême et de l'extrême-droite qui en stigmatisant les femmes voilées ouvraient la porte toute grande au nationalisme identitaire et à tous ses avatars. Il ne s'agit donc pas d'insinuer que les tenants du compromis Bouchard-Taylor dans le parti soient racistes, ou que le parti lui-même l'ait été, mais que ce soi-disant compromis est une fatale compromission avec le monstre raciste sous prétexte d'apaisement à la manière des Accords de Munich. La tentative de détournement de sens de la magnifique décision du conseil national par l'aile parlementaire du parti signale une contradiction vis-à-vis le parti militant. Cette tergiversation de l'aile parlementaire la prépare mal à riposter à la contre-attaque nationaliste identitaire à propos du vote favorable aux quatre critères flous encadrant le visage couvert. Déjà a éclaté une contradiction publique au sein de la députation Solidaire occasionnant un rappel à l'ordre du porte-parole masculin qui n'a pas ce pouvoir car il n'est pas chef. Ce dernier donne une interprétation restrictive à ces critères laquelle interprétation ne coule pas de source. Disons que le débat n'est pas clos et qu'il resurgira au moindre prétexte.

Ultimatum 2020, une opération manipulatoire de la jeunesse contournant la militance encombrante

La tension entre aile parlementaire et parti militant amène à se questionner sur la méthode d'implantation d'Ultimatum 2020 qui appelle par Internet les membres du parti et leur entourage à constituer des « équipes de mobilisation » auxquelles l'appareil du parti assignera des « tâches concrètes » aux deux semaines. Belle façon de contourner l'organisation du parti peuplée par cette militance encombrante et d'empêcher par l'activisme de jeter un regard critique sur le Plan de transition. Cette méthodologie parti-mouvement permet aussi d'ignorer le mouvement social, en particulier écologiste, qui possède les connaissances nécessaires et l'expérience pratique pour apprécier critiquement ce qu'on lui propose même si son réformisme souvent très modéré est désarmant.

On peut se demander si toute cette opération Ultimatum 2020 n'implique pas une manipulation de la jeunesse dont on abuse de l'ardeur et qu'on détourne de la construction d'un mouvement autonome auquel on inviterait nos membres à se joindre équipés d'une orientation de type « prendre soin » des gens et de la terre-mère une fois reconstruit le Plan de transition lequel viserait un socialisme de plein emploi écologique. Sans oublier qu'Ultimatum 2020 est une opération parachutée d'en haut qui pas plus que le Plan de transition n'a jamais fait l'objet d'un débat et vote au sein des instances locales et nationales autre que le Comité de coordination nationale. On peut penser que la militance aurait eu des réserves car c'est un secret de Polichinelle que la coûteuse plateforme Internet soutenant le parti-mouvement n'a pas donné les résultats attendus lors de la dernière période électorale.

18 Québec solidaire, [Québec solidaire révisé sa position sur les signes religieux](#), 30/03/19

Le renouveau de la gauche des ÉU, une inspiration tant pour la gauche syndicale et sociale que politique

La prochaine période tendue vers le Front commun, s'il se matérialise, démarre clopin-clopant. Côté jardin, on trouve une jeunesse mobilisée sur la question climat, la question-clé du XXI^e siècle, et une jeunesse étudiante se remobilisant pour la rémunération des stages, un Québec solidaire qui fait de l'enjeu climatique sa grande priorité au point d'en être unilatérale et une militance Solidaire qui résiste au centrisme électoraliste de son aile parlementaire. Côté cour, des gouvernements canadien et québécois qui sacrifient la lutte climatique à l'extractivisme pétrolier et gazier, à la dictature des marchés et à l'idéologie de la croissance, et qui font diversion sur le dos de l'immigration et de la minorité musulmane ou réputée telle.

Dans leur ombre se profilent la mouvance jeunesse sans alternative concrète et sans plan d'action, la direction de Québec solidaire, située quelque part entre son aile parlementaire de plus en plus pesante et son officiel comité de coordination nationale, qui leur propose la fausse solution de son Plan de transition capitaliste vert détaché de tout impératif indépendantiste, et son plan de mobilisation qui veut manipuler la jeunesse comme des pions aux ordres. Dans l'ombre de l'ombre s'esquissent une militance Solidaire qui certes résiste lors des décisions clés mais qui n'arrive pas à s'affirmer comme direction effective, et des courants anticapitalistes en son sein soit refusant de faire la critique de la direction du parti soit se contentant de dénonciation idéologique de son réformisme... tout en acceptant explicitement ou tacitement le Plan de transition et Ultimatum 2020.

Ce ne sont pas les directions syndicales qui corrigeront la situation. La direction de la FTQ s'est dite prête à travailler avec la CAQ quoique on se dit que la récente déclaration du Premier ministre dénonçant le syndicat d'ABI a dû refroidir son ardeur collaborationniste. Quant à la direction de la CSN, elle a félicité le Conseil du patronat pour son cinquantième anniversaire. Faut le faire. La gauche syndicale fait des colloques mais après des années de palabres elle n'est pas arrivée à s'organiser pour peser au sein du mouvement syndical. Heureusement, la militance syndicale n'en pouvant plus de l'austérité et du temps supplémentaire obligatoire, se rebiffe ici et là en sit-in et petites manifestations. Tout laisse croire qu'elle ne devra que compter sur elle-même comme ces syndicats de l'enseignement de certains états des États-unis lesquels à partir des noyaux déterminés utilisant les réseaux sociaux, tant sur le terrain que virtuels, ont fait des miracles de mobilisation, avec le soutien des parents et de la communauté, sur les lieux de travail, dans les rues et jusqu'à dans les parlements pour obtenir des gains étonnants contre les pires gouvernements droitiers.

Cette inspiration venant de la gauche syndicale des ÉU ne s'y arrête pas. Elle concerne aussi le renouveau des luttes féministes autour du concept de grève féministe, renouveau que la résistance à Trump a davantage développé aux ÉU qu'au Canada et au Québec où il en est à ces premiers balbutiements. Idem pour la lutte anti-raciste qui peut s'inspirer du mouvement Black Lives Matter. On se dit que la militance Solidaire pourrait aussi s'inspirer de la gauche radicale étasunienne qui, suite à la campagne Sanders de 2015, a su s'organiser en tendance pluraliste dans le *Democratic Socialists of America*, et faire élire jusqu'au congrès fédéral certains de ses membres. D'autant plus que la gauche d'ici ne serait pas confrontée au dilemme cornélien de passer ou de ne pas passer par le Parti démocrate puisque le choix de Québec solidaire va de soi comme parti des urnes mais aussi de la rue.

Marc Bonhomme, 6 avril 2019,

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

ANNEXE : En 1972, la bureaucratie syndicale sauve la bourgeoisie d'une menace à son pouvoir

Le Front commun de 1972 fut l'ultime lutte de classe québécoise de par son flirt avec une situation de double pouvoir. Il y a la version officielle, cette légende urbaine qui fait des chefs syndicaux les héros emprisonnés qui ont permis des gains historiques. Par exemple, le condensé publié récemment par *Presse-toi-à-gauche* :

« En janvier 1972, après de longues négociations, la CSN, la CEQ et la FTQ s'entendent pour former un front commun des 200 000 syndiqués des secteurs public et parapublic. Les objectifs de cette négociation sont l'amélioration des salaires et des avantages sociaux ainsi que la sécurité d'emploi complète ; apparaîtra alors une revendication perçue par l'ensemble des médias comme éminemment politique : le 100\$ minimum par semaine. Les réclamations salariales seront un peu moins importantes pour les hauts salariés de l'État afin de permettre un niveau de vie décent à leur camarades du bas de l'échelle. Le gouvernement reprend quant à lui les grandes lignes du cadre budgétaire de la négociation précédente. Le 9 mars 1972, devant le refus du gouvernement de négocier, les syndiqués donnent à leurs dirigeants le mandat de déclencher une grève générale au moment jugé opportun. Le gouvernement refusant toujours de faire des compromis significatifs, une grève générale d'une durée illimitée est déclenchée le 6 avril.

« Le 21 avril, la loi 19 suspend le droit de grève et fixe les conditions de travail pour 2 ans si aucune entente n'est conclue entre les parties. Suite à cette loi spéciale, les présidents des 3 centrales syndicales seront condamnés à un an de prison pour avoir conseillé de défier la loi et de ne pas retourner au travail. En guise d'appui aux présidents des centrales syndicales, un débrayage spontané de 5 jours est déclenché. La négociation en front commun a renforcé le pouvoir des syndiqués et redéfini le rapport de force entre l'État et ses employés. »¹⁹

La réalité fut tout autre :

Porté par l'air du temps induit par un climat de lutte sociale généralisée tant au Québec qu'ailleurs dans le monde impérialiste, ce qui allait culminer dans la « révolution des œillets » au Portugal en 1975, galvanisé par de multiples luttes de libération nationale qui allaient aboutir à la révolution sandiniste au Nicaragua en 1979, le peuple travailleur québécois conjugua dans la rue émancipation sociale et libération nationale comme nulle part ailleurs au nord du Rio Bravo / Grande. La revendication du salaire plancher de 100 \$, mais aussi d'importantes hausses salariales, l'indexation au coût de la vie et la création d'un fonds de pension, contrairement à ce point la loi de l'offre et de la demande régissant le marché du travail qu'elle en était en soi anticapitaliste. Au nom de la bourgeoisie, le gouvernement Bourassa, qui en sous-fifre du gouvernement Trudeau avait réglé manu militari la crise d'Octobre en 1970, imposa une loi spéciale de retour de travail au Front commun de 210 000 membres ce à quoi se plia illico les directions syndicales malgré un désaccord de la majorité des instances consultées.

Comme c'est souvent le cas, cette victoire patronale initiale galvanisa l'apeurée bourgeoisie vengeresse. Elle emprisonna pour six mois une quarantaine de dirigeants syndicaux dont les trois chefs des centrales pour un an sous le prétexte qu'ils avaient invité à défier les injonctions précédant la loi spéciale. Mal lui en prit. Bientôt 300 000 syndiqués tant du public que du privé, bénéficiant d'un fort appui populaire, prirent la rue jusqu'à contrôler certaines villes moyennes sur la Côte Nord durant une journée et certains postes de radio dont à Québec et à Montréal pendant au moins quelques heures. Redécouvrant leur sens de l'État garant de la loi et de l'ordre, les chefs syndicaux se négocièrent une sortie de prison en retour de fortes concessions économiques. La loi et l'ordre restaurés, l'État les renvoya en prison sans que personne ne s'en émeuve outre mesure pendant que certaines catégories professionnelles et certains syndicats d'industries légères dans les petites villes scissionnèrent soit du Front commun soit de la CSN, la plus combative des centrales.

19 Stéphane Gill, [L'État, patron et législateur](#), Presse-toi-à-gauche, 4/11/14